



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Mâcon le, 07 mai 2024

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Mâcon
37 Boulevard Henri Dunant - CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHIMIREC CENTRE EST

9 ZAC Les Toupes
39570 Montmorot

Références : FV/NM/2024/M_139
Code AIOT : 0005401604

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2024 dans l'établissement CHIMIREC CENTRE EST implanté Les Chavannes 71300 Montceau-les-Mines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° 89-484 du 29/11/1989, modifié le 10 février 2012 et le 10 octobre 2023 pour notamment des activités de transit d'huiles usagées d'origine industrielle.

L'établissement est également soumis au respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

L'inspection a pour objet de vérifier le respect de certaines dispositions réglementaires applicables.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC CENTRE EST
- Les Chavannes 71300 Montceau-les-Mines
- Code AIOT : 0005401604
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est équipé de 4 cuves de 30 m³ dans un bâtiment de 200m².

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	flux de déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2.II	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	flux de déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2.II	Sans objet
3	Capacité de stockage appropriée	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1.I.e	Sans objet
4	Rétention	Arrêté Préfectoral du 29/09/1989, article 4.4	Sans objet
5	Rétention	Arrêté Préfectoral du 29/11/1989, article 4.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site respecte globalement les dispositions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : flux de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2.II
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant applique l'ensemble des procédures de gestion des flux de déchets suivantes, consignées dans le système de management environnemental : <ul style="list-style-type: none">- Caractérisation et acceptation préalable des déchets. Il s'agit de procédures visant à collecter des informations sur les déchets entrants permettant de s'assurer que les opérations de traitement des déchets conviennent, avant l'arrivée des déchets au sein de l'unité de traitement, et quand elles sont prévues par la réglementation applicable à l'installation, de procédures d'échantillonnage et de caractérisation des déchets destinées à obtenir une connaissance suffisante de la composition des déchets. <ul style="list-style-type: none">- Procédures d'acceptation des déchets. Ces procédures définissent les éléments à vérifier lors de l'arrivée des déchets à l'unité, ainsi que les critères d'acceptation et de refus des déchets. Elles portent aussi sur l'échantillonnage, l'inspection et l'analyse des déchets, quand ces procédures sont prévues par la réglementation applicable à l'installation.
Constats : L'exploitant indique collecter uniquement des huiles usagées provenant de garages automobiles. Le code déchet suivant est utilisé dans le fichier de suivi des entrées (voir constat suivant) : 13 02 05* (huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification non chlorées à base minérale). Le chauffeur prélève deux échantillons de l'huile collectée. Un échantillon est gardé par le garagiste. L'exploitant a présenté la procédure d'échantillonnage des huiles usagées dans le cadre des opérations de ramassage du 3/11/22. En cas de la présence de plusieurs contenants, seul le dernier contenant est échantillonné lors du pompage. L'exploitant indique par ailleurs qu'un échantillon d'huile de la cuve de collecte est prélevé avant expédition. Le chauffeur qui amène l'huile au centre de traitement apporte également l'échantillon qui est analysé. S'il présente une non-conformité (p.ex. présence de PCB) alors l'exploitant fait analyser chaque échantillon d'huile contenu dans la cuve afin de déterminer la source de la non-conformité. L'exploitant présente à l'inspection la procédure d'expédition citerne du 11/5/20. L'inspection constate que le mode opération ne comporte pas l'opération d'échantillonnage décrit par l'exploitant. L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour sous 1 mois sa procédure d'expédition afin qu'elle comporte l'opération d'échantillonnage décrite par l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : flux de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2.II
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant applique l'ensemble des procédures de gestion des flux de déchets suivantes, consignées dans le système de management environnemental : - Système de suivi et d'inventaire des déchets. Le système de suivi contient toutes les informations collectée pendant les procédures d'acceptation préalable des déchets, et les procédures d'acceptation, d'entreposage, de traitement ou de transfert des déchets hors du site, c'est-à-dire : la date d'arrivée des déchets, le numéro unique d'identification s'il existe, l'identité du producteur de déchet et leur origine, les résultats des analyses d'acceptation préalable et d'acceptation des déchets quand ils existent, le mode de traitement prévu, le code correspondant de la nomenclature, la localisation des déchets sur le site, et la quantité de déchets détenue sur site. - Système de gestion de la qualité des flux sortants Ce système contient des dispositions permettant d'assurer un traitement des déchets conforme au cahier des charges de l'installation. Dans le cas de produits normés, le système assure le respect des normes EN ou NF pertinentes. Ce système contient également des dispositions afin de contrôler et d'optimiser les performances du traitement des déchets. Les procédures sont proportionnées aux risques et prennent en considération les propriétés de danger des déchets et les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail, et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.
Constats : L'exploitant a présenté le tableau de suivi des entrées 2023. L'accès à l'outil de suivi en temps réel UNICOM n'a pas été possible sur le site de Montceau non équipé d'un ordinateur. Le tableau présente notamment : l'identité du producteur, son adresse, le mode de traitement prévu (R12), la localisation et la quantité de déchets détenus sur site. Comme indiqué dans le constat précédent, un échantillon de l'huile de la cuve est prélevé avant expédition vers le centre de traitement (voir constat ci-dessus).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacité de stockage appropriée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1.I.e
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant applique les techniques suivantes pour la gestion des flux de déchets : Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment : - la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ; - la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ; - le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique disposer d'un système de limitation de remplissage : la pompe permettant le dépotage est reliée à une sonde de niveau haut.</p> <p>Aussi l'exploitant connaît en temps réel à distance le niveau des cuves grâce une sonde de niveau connecté au réseau GSM. Un animateur logistique vérifie à chaque livraison le niveau des cuves.</p> <p>L'exploitant indique que le stockage de l'huile usagée ne nécessite pas de temps maximal de séjour.</p> <p>L'inspection considère que l'accumulation de déchets est limitée par la taille des cuves.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Rétention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1989, article 4.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, pollution des sols</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les stockages et canalisations de liquide polluant sont pourvus d'un dispositif étanche de rétention des écoulements dont la capacité sera supérieure ou égale au volume total stocké (120m³) sous la forme d'un bac de rétention formé d'un mur de 1,2 m de hauteur et d'une dalle d'au moins 100m², l'ensemble étant rendu étanche.</p> <p>Les aires de dépotage ou de chargement des véhicules citernes doivent être étanches et associées à une capacité de rétention capable de retenir le volume maxi des liquides qui se répandraient en cas d'incident sur le véhicule ou sur le flexible ou canalisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de 4 rétentions constituées d'une dalle béton et de murets en parpaings cimentés. Le volume de chaque rétention est estimé à 100m³.</p> <p>L'aire de dépotage/chargement est équipée d'une dalle béton en légère pente d'après l'exploitant permettant la collecte des éventuels déversements accidentels. Une cuve enterrée de 1,5m³ est reliée à cette zone.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Rétention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/1989, article 4.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, pollution des sols</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cuvettes de rétention devront être correctement entretenues et débarassées, en tant que de besoin, des écoulements de façon à ce que le volume disponible à tout moment respecte les principes rappelés ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de traces d'huiles sur la cuve n°9 ainsi que dans la rétention associée. L'inspection n'a pas constaté de défaut d'étanchéité.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il ferait prochainement nettoyer la cuve n°9 et la rétention associée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>